

Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (GMT=PTCI = TAFTA = TTIP) ou La dictature des Investisseurs

Rapide rappel historique

Après la deuxième guerre mondiale, le Conseil économique et social des Nations Unies, a décidé de convoquer une **Conférence internationale sur le commerce et l'emploi**. La Conférence, qui s'est réunie à La Havane le 21 novembre 1947 et qui s'est terminée le 24 mars 1948, a arrêté le texte de la **Charte de La Havane** instituant une **Organisation internationale du commerce**. Ce texte signé par les pays (53) participant à la conférence devait être ratifié par les parlements. Les États-Unis ne l'ayant pas ratifié, les autres pays ont agi de même.

Avant la fin des négociations certains pays (23) avaient décidé de mettre en œuvre un **système provisoire de libre-échange**, baptisé **GATT** (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et s'appuyant sur un chapitre de la Charte. C'est ce système qui a perduré, avec pour objectif d'instaurer le libre-échange des produits industriels par abaissement progressif des droits de douane et par l'interdiction des contingents d'importation. **La majorité des pays a progressivement rejoint le GATT et les droits de douane sur les produits industriels ont été peu à peu supprimés**. Au cours du dernier cycle de discussions (Uruguay Round - 1986 à 1994), la libéralisation des échanges de tous biens et services est étudiée. Lors de la réunion de Marrakech en 1994, regroupant 125 pays, la décision a été finalisée de créer l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), dont l'objectif est de généraliser le libre-échange aux produits agricoles, aux services et à la propriété intellectuelle.

Le **1er janvier 1995**, naissait l'OMC. Son siège est à Genève, elle compte actuellement 159 pays membres, elle se réunit tous les deux ans et suscite de nombreuses oppositions qui ont fait fréquemment échouer les discussions, notamment sur l'agriculture.

C'est pour contourner ces "lenteurs et pesanteurs" que les **États-Unis** ont lancé l'**ALENA**, accord de libre-échange avec le **Mexique et le Canada**, dès **1994**. De nombreux autres accords bilatéraux ont également été mis en place.

Concernant l'**accord UE-USA** (TAFTA – PTCI – TTIP ...), entre l'Union Européenne et les États-Unis, des **pourparlers informels** ont commencé depuis déjà longtemps, entre gouvernements (déclaration transatlantique - **1990**) mais aussi entre groupes industriels et financiers (TABD – **1995**), qui élaborent des propositions, des recommandations. Le moment n'étant pas propice, les oppositions trop fortes, rien de concret n'était encore sorti, si ce n'est la tentative de l'**AMI** (Accord multilatéral pour l'investissement), discuté secrètement **entre 1995 et 1997**, au sein des cabinets gouvernementaux de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Cet **AMI a été repoussé** grâce à la mobilisation citoyenne, en **1998**. Cependant, les rencontres et dialogues se sont poursuivis, aboutissant à l'établissement du **Conseil économique transatlantique en 2007** et à la mise en place d'un **groupe de travail** de haut niveau sur la croissance et l'emploi en **2011**.

En février 2013, le Conseil européen (sommet des chefs d'État ou chefs de gouvernement) **se prononce en faveur d'un accord commercial global et le 14 juin, il approuve le lancement des négociations**. Entre temps, le **Parlement européen a adopté une résolution** concernant ces négociations.

Ces dernières ont débuté en juillet à Washington, avec l'**objectif d'aboutir à un accord en 2015**. Deux autres réunions se sont déjà déroulées en 2013, en novembre et décembre. Sous la pression d'associations, Nicole Bricq a demandé que le mandat soit divulgué, cela a été fait 14/02/2014.

Au 24 mars 2016 nous sommes au 12^{ème} cycle de négociation sans toutefois en connaître le contenu de chacune.

Depuis d'autres accords libre-échanges importants ont été signés : TPP(USA-Asie-des pays Amérique du sud), CETA (Canada-UE) ils sont en attente de ratification. En 2013 il y avait déjà plus de 500 « ALE » dans le monde.